

la demande du droit d'établissement; elle peut avoir eu lieu antérieurement, à n'importe quel moment.

Toute personne qui n'est pas considérée comme un citoyen chinois est admissible au droit d'établissement à condition d'être entrée à Hong Kong avec un document de voyage valide et d'y avoir résidé régulièrement pendant sept années consécutives juste avant de présenter une demande de résidence permanente. La période de sept ans peut avoir eu lieu avant ou après l'instauration de la Région administrative spéciale.

Le droit d'établissement à Hong Kong donne au titulaire le droit

d'entrer sans aucune condition dans la RASHK, le droit de voter et de se présenter aux élections, et le droit d'occuper certains postes de l'administration réservés aux résidents permanents. Il permet aussi d'obtenir un passeport de la Région administrative spéciale.

Droit de résidence (*Right to Land*)

Quiconque a détenu dans le passé le droit de résidence permanente à Hong Kong, mais qui ne répond pas aux critères d'obtention du droit d'établissement, est admissible au droit de résidence prévu par la loi. Cette catégorie vise les Canadiens qui ont habité à Hong

LE SAVOIR-VIVRE L'USAGE DES TITRES

Les noms chinois comportent habituellement trois syllabes, et commencent par le patronyme. Par exemple, dans le nom Zhou Pengfei, Zhou est le nom de famille. En général les Chinois sont plus formalistes que les Canadiens et il convient de mentionner le titre (par exemple, Monsieur Zhou) ou le nom de fonction (M. le Directeur Zhou) de la personne à laquelle on s'adresse. Si vous êtes accueilli par M. Wang, qui est maire adjoint, ou par M. Zhou, qui est vice-président, la politesse veut que par la suite vous leur adressiez la parole en disant M. le Maire Wang ou M. le Président Zhou (en anglais, on dira « Mayor Wang » ou « President Zhou »).